

**AFRIQUE – CHINE – FRANCE/EUROPE
DE LA RIVALITE A LA COMPLEMENTARITE ?****Serge DEGALLAIX***Ancien Ambassadeur,**Directeur général de la Fondation Prospective et Innovation,
de l'Association Leaders pour la Paix et de la Fondation Tunisie pour le Développement*contact@fondation-tunisie.org**Résumé :**

Avec la montée en puissance de ses besoins en approvisionnements, la recherche de débouchés pour ses produits, son affirmation géopolitique sur la scène mondiale et le lancement de l'initiative des Routes de la Soie, la Chine a fait irruption en Afrique ces dernières années. Elle offre une alternative au modèle prôné par les Occidentaux qui ne semble pas avoir réussi à être un contrepoids dans ce jeu de bascule planétaire.

Mots clés : *Chine Afrique occidentale***Abstract**

With its growing supply needs, the search for outlets for its products, its geopolitical assertion on the world stage and the launch of the Silk Roads initiative, China has burst into Africa in recent years. It offers an alternative to the model advocated by the West, which does not seem to have succeeded in being a counterweight in this planetary seesaw game.

Key-words : *China, west africa***Classification JEL** *F 01***Afrique – Chine – France/Europe : De la rivalité à la complémentarité ?**

Avec la montée en puissance de ses besoins en approvisionnements, la recherche de débouchés pour ses produits, son affirmation géopolitique sur la scène mondiale et le lancement de l'initiative des Routes de la Soie (Belt and Road Initiative), la Chine a fait irruption en Afrique ces dernières années. Elle y a été bien accueillie car elle apporte une assistance financière importante et sans guère de conditions, elle offre une alternative au modèle prôné par les Occidentaux qui ne semble pas avoir réussi au Continent ainsi qu'un contrepoids dans un jeu de bascule planétaire.

Comme aiment à le rappeler les Chinois, la relation entre l'Afrique et la Chine est ancienne, l'Amiral ZHENG He n'a pas eu de desseins colonialistes malgré l'importance de sa flotte et de ses troupes, Pékin a été aux côtés de l'Afrique pour la décolonisation et les années qui ont suivi.

Les rapports sino-africains ont subi des éclipses, des métamorphoses pour revêtir aujourd'hui de nouvelles formes.

La percée chinoise en Afrique inquiète Washington, Paris, Bruxelles qui dénoncent une entreprise d'influence, une manière d'agir qui pousse à des projets économiquement peu justifiés, au recours de pratiques dorénavant bannies par l'OCDE, qui faussent la concurrence avec les entreprises européennes et américaines.

Aujourd'hui, la donne change. Pékin rencontre des difficultés avec certains pays africains dont l'opinion publique devient critique et un service de la dette difficile à supporter, en particulier en ces temps de Covid-19. Une collaboration internationale accrue est rendue indispensable par les effets de la crise économique qui, se développe, appelle une réponse globale et coordonnée. Réveillés par la concurrence chinoise et le potentiel économique que représente l'Afrique, l'Europe et les États-Unis en retrouvent le chemin, après l'avoir négligée avec la priorité accordée à l'Asie ou à leurs problèmes intérieurs.

L'Afrique peut-elle devenir un lieu de rassemblement, de concertation ou restera-t-elle un champ de rivalité et de confrontation entre partenaires traditionnels et nouveaux partenaires ? L'alternative ne se pose pas en termes binaires et la situation actuelle peut-être grandement améliorée si l'on sait trouver un mode de collaboration adapté aux intérêts à long terme de chacun.

En 2019 et 2020, la Fondation Prospective et Innovation a fait de la relation entre l'Afrique, la Chine, la France et l'Europe, la matière d'un cycle d'échanges et de réflexions autour de rencontres entre personnalités, hommes politiques et spécialistes de l'économie, des affaires, de la diplomatie liés à l'Afrique.

A quelques semaines du Sommet sur le financement de l'économie africaine voulu par le Président de la République française, il a paru utile de présenter, succinctement, les fruits de ce cycle.

L'Afrique a besoin de tous, tant sont gigantesques les défis qu'elle doit relever. Le reste du monde ne peut se désintéresser de l'Afrique, qui dépassera les deux milliards d'habitants dans moins de deux générations et qui devra créer cinquante millions d'emplois par an. L'Afrique peut être un facteur d'instabilité pour la planète ou le moteur d'une croissance mondiale, selon qu'elle aura pu émerger ou sera restée dans le dénuement. Il en va de la responsabilité première des Africains bien sûr, mais aussi du soutien de ses partenaires qui doivent apprendre à travailler ensemble pour répondre aux priorités définies par les Africains.

I. La Chine et l'Afrique, une histoire ancienne

Écrire l'histoire est un enjeu politique. La Chine s'est lancée dans un travail d'inventaire dont le but est affiché : démontrer que la Chine et l'Afrique ont une histoire commune ancienne, sont unies par une proximité des valeurs.

Le Président HU Jintao pouvait déclarer au Sommet sur la Coopération sino-africaine de 2006 que « malgré l'éloignement géographique, l'amitié sino africaine plonge ses racines dans la

profondeur des âges, et ne cesse de se renforcer au fil des ans ».

Les relations entre la Chine et l'Afrique subsaharienne ne se caractérisent pas par la continuité mais plutôt par des saccades, des coupures. Une brève rétrospective des relations sino-africaines et de leur contexte historique permet de mieux comprendre ce qui les a amenés à collaborer, ce qui les unit mais aussi les sépare.

1 L'expédition sans lendemain de l'Amiral ZHENG He

Les sources font remonter la première rencontre entre un Africain et un Chinois à la capture de DU Huan, officier sous la dynastie Tang [618 - 907], il y a plus de mille ans. Dans ses récits de voyages, DU Huan évoque sa traversée du désert et son périple qui le conduit à un pays dénommé « Kunlun Zengji ». Longtemps les sinologues et historiens africains ont tenté de décrypter ce qui se cachait sous cette appellation mystérieuse. A ce jour, si rien n'est prouvé et que le mystère reste intact, il semblerait qu'il s'agisse de Madagascar. La côte est de l'Afrique a été tout naturellement la première zone de contacts avec la Chine. Les quelques aventuriers chinois qui se rendaient en expédition en Afrique suivaient principalement la côte orientale et ne se risquaient pas dans l'intérieur du continent.

Des écrits et documents historiques mentionnent la présence d'esclaves en provenance de Madagascar et des îles Comores.

C'est sous l'impulsion des échanges entre le monde musulman, l'Afrique du nord et l'Asie orientale que l'Afrique et la Chine eurent leurs premiers vrais échanges. Timides et faibles s'effectuant indirectement, par le biais du monde musulman. L'objectif principal était de faire entrer des taxes douanières dans le Trésor impérial.

Sous l'empire des Ming, la marine chinoise entreprend un des plus importants voyages maritimes de l'époque. La flotte de l'amiral ZHENG He, composée d'une centaine de bateaux, longe, entre 1421 et 1423, le Yémen, la Somalie, le Kenya puis la Tanzanie avec Zanzibar. Cette expédition officielle offre l'occasion de découvrir de nouvelles voies commerciales, et, peu après, d'exporter des produits chinois. Mais, rapidement les Ming coupent court à toute nouvelle expédition, et se concentrent sur l'Empire du Milieu, la Chine se refermait. Elle s'enorgueillit aujourd'hui que cette grande et puissante expédition n'a pas débouché sur la conquête du colonialisme, comme ce fut le cas lorsque les Européens abordèrent plus tard l'Afrique.

Les échanges reprirent plus tard. Au XIXème siècle, le gouvernement chinois étend timidement sa zone d'influence sur les côtes de l'Océan Indien. Les archives de Madagascar signalent des commerçants chinois à Tamatave en 1862, à Nosy Bé en 1866 ; Les premières communautés de marchands chinois spécialisées dans le petit commerce apparaissent.

2 La Chine et la décolonisation

A la Conférence de Bandung en 1955, les relations sino-africaines prennent un tournant. Cette Conférence, qui crée le mouvement des non-alignés, donne le départ d'une longue série de rencontres dites Afro-Asiatiques, telles que celle du Caire en 1957, d'Accra en 1958, de Conakry en 1960, de Mogadiscio en 1963. S'en suivent des visites diplomatiques emblématiques. Dès 1960, le Président Sékou Touré, en rupture de ban avec la France, est le Premier dirigeant

africain à se rendre en visite officielle en Chine.

Pendant la période de décolonisation, la Chine, en tant que puissance anticolonialiste et anti-impérialiste, soutient les pays africains dans leurs processus d'indépendance. Elle est parmi les premiers pays (non arabes) à reconnaître le Gouvernement provisoire algérien. La Chine est aux côtés de Nasser lors des tensions autour du canal de Suez, ainsi que certains mouvements indépendantistes subsahariens influents tels que le Mouvement populaire pour la Libération de l'Angola, le Zimbabwe African Nations Unity ou encore le Front de Libération du Mozambique.

Dans le même sens, nombreux seront les pays Africains à reconnaître la République Populaire de Chine sur la scène internationale et à appuyer son accession au Conseil de Sécurité de l'ONU en 1971. Par la suite, pas moins de vingt États africains (dont la majorité sont ouest-africains) se rallient à la Chine sur la question de l'éviction de Taïwan du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Les autorités chinoises justifient leur proximité avec l'Afrique par l'appartenance commune au tiers-monde. WU Xueqian, Ministre des affaires étrangères, se rend au Kenya, au Mozambique, au Zimbabwe, et en Zambie. Entre décembre 1982 et janvier 1983, le Premier ministre ZHAO Ziyang visite la Guinée, le Gabon, le Congo, la Tanzanie... Des projets d'assistance chinoise fleurissent, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la construction de stades, de bâtiments culturels à forte visibilité.

La Chine est très active avec l'Afrique et les plus hauts dirigeants s'y rendent régulièrement et longuement. C'était vrai hier, cela est encore le cas aujourd'hui, ce qui tranche avec un Président Trump qui ne s'y est pas déplacé une seule fois et a tenu des propos particulièrement désobligeants.

Encore aujourd'hui, dans le cadre de sa politique d'influence, la Chine se veut terre d'accueil pour les étudiants du monde entier. Si, avec ses 500 000 étudiants étrangers, elle est en troisième position derrière les États-Unis et le Royaume-Uni, pour les étudiants africains, au nombre de 80 000, la Chine devance les États-Unis (47 000), le Royaume-Uni (29 000) mais pas la France (112 000). Les Africains effectuent généralement toutes leurs études supérieures en Chine et non une petite partie, comme c'est le cas pour les autres. Un étudiant sur deux est boursier du gouvernement chinois, les droits de scolarités sont faibles. Mais, ce ne sont pas les seuls éléments d'attractivité car la réputation des Universités chinoise est grande et les visas sont délivrés facilement.

3 L'Afrique devient un enjeu commercial

A la fin des années soixante-dix, Pékin commence à afficher les premiers signes d'un réajustement de sa politique à l'égard de l'Afrique, à lui donner une coloration davantage commerciale. Cette réorientation s'inscrit dans la continuité de la politique gouvernementale d'ouverture économique lancée par DENG Xiaoping. Pékin semble de moins en moins enclin à pratiquer la seule charité à vis-à-vis de l'Afrique, les projets d'aide se réduisent progressivement au profit d'une augmentation des échanges commerciaux.

Le volume des exportations chinoises vers le continent passe de 200 millions de dollars en 1960 à plus d'un milliard en 1980. Ces exportations découlent largement des marchés de travaux

financés par des bailleurs de fonds internationaux que les entreprises chinoises emportent. Cette tendance se confirme durant les années 1990 durant lesquelles La Chine et l'Afrique deviennent de véritables partenaires commerciaux. Pékin s'active pour que les entreprises chinoises s'y implantent et ne se positionnent pas seulement sur les appels d'offres internationaux.

En juillet 1996, au retour de plusieurs voyages en Afrique, JIANG Zemin, alors Secrétaire Général du Parti Communiste Chinois, lance un mot d'ordre aux grandes entreprises chinoises : « sortez (des frontières), devenez des acteurs mondiaux ». Répondant à cet appel, les hommes d'affaires chinois suggèrent d'aborder l'Afrique en premier lieu avant de se confronter à l'Europe ou l'Amérique. A la fin des années 1990, chaque projet d'infrastructures en Afrique susceptibles de revenir à des sociétés chinoises peut bénéficier d'un financement de l'Exim Bank of China.

L'équipe dirigeante chinoise facilite le processus d'internationalisation de ses entreprises, accroît ses efforts (privés et publics) pour se placer au premier plan en Afrique. Le gouvernement finance des contrats d'infrastructures dans plusieurs secteurs et encourage les entreprises à s'implanter sur le continent. Lors du Sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine de 2018, la Chine demande aux entreprises chinoises « d'investir au moins 10 milliards de dollars en Afrique au cours des trois prochaines années ».

Pour autant, la Chine continue de mêler diplomatie et stratégie commerciale. Pékin est conscient qu'entretenir des liens d'amitié avec les gouvernements africains peut l'aider à obtenir des avantages économiques comme politiques. Diplomatie économique et diplomatie classique s'entremêlent. En 1998, l'Afrique du Sud reconnaît « qu'il n'existe qu'une seule Chine dans le monde et que le gouvernement de la République Populaire de Chine est le seul gouvernement légal représentant l'ensemble de la Chine ». Ce mouvement de reconnaissance entamé dès l'indépendance est poursuivi et aujourd'hui, seul l'Eswatini, l'ex-Zwaziland, reconnaît Taïwan.

II. La Chine, un nouveau partenariat avec l'Afrique

Depuis 2000, grâce aux réformes de DENG Xiaoping et l'accès au marché mondial permis par l'adhésion à l'OMC, la Chine a décollé et franchi rapidement les étapes du développement. L'ouverture au monde est une des clés de cette croissance accélérée. Aucun des continents n'est tenu à l'écart de cette volonté de trouver des marchés pour les produits manufacturés chinois et des matières premières pour les industries et les consommateurs chinois.

La Chine est en passe d'accéder au premier rang mondial pour le PIB et les échanges commerciaux. Le concept « d'économie duale », que vient de lancer le Président XI Jinping consacre la priorité accordée à la consommation domestique, sans pour autant faire disparaître les liens avec l'extérieur. L'initiative des Routes de la Soie est préservée, même si les moyens qui y sont consacrés sont en baisse ces dernières années et si l'immatériel (santé, numérique, éducation) prend une part grandissante.

Le commerce extérieur avec les pays occidentaux reste essentiel pour Pékin, en termes quantitatifs mais il est maintenant dépassé par celui avec les pays non-occidentaux. L'Asie s'inscrit au tout premier rang des partenaires commerciaux de la Chine, l'Afrique occupe une place importante. La Chine y trouve pétrole, minerais, terres rares. Elle commercialise ses

produits, souvent mieux adaptés et moins onéreux que ceux des firmes européennes ou américaines.

La Chine sait que les pays africains sont demandeurs d'une aide accrue, face à une assistance occidentale stagnante, sujette fréquemment à des lenteurs et à des conditions à remplir. Cette aide au développement entraîne avec elle l'accès à des marchés, à de l'influence politique et constitue un moyen supplémentaire de riposter à la manœuvre américaine d'isolement et de découplage de la Chine.

1 Une aide chinoise qui comble des manques

Le succès des financements chinois en Afrique ne résulte pas seulement de pratiques sujettes à discussion mais aussi de besoins d'assistance non couverts. La Chine gagne du terrain car celui-ci est insuffisamment ou mal occupé par les partenaires traditionnels de l'Afrique. Un appel d'air existe dont elle profite. Quelques chiffres illustrent cet état de fait.

L'Aide Publique au Développement (APD) à l'Afrique subsaharienne, calculée par l'OCDE et qui regroupe essentiellement le soutien des pays occidentaux et d'institutions multilatérales de développement, stagne voire régresse depuis plus de 10 ans.

Exprimée en dollars constants (valeur 2018), cette aide n'a pratiquement pas bougé ces dix dernières années. En 2010, elle était de 26,7 milliards de dollars, montant d'ailleurs jamais retrouvé depuis, pour passer en 2015 à 25 milliards et à 26 milliards en 2019. Même en tenant compte des flux au profit des institutions régionales, les montants demeurent modestes et soumis à réductions. La part de l'Afrique dans l'aide totale du CAD est tombée en dix ans de 32 à 28,5 %. A noter que ces chiffres incluent le coût des réfugiés africains et des frais administratifs des agences d'aide.

Versements du CAD à l'Afrique (en milliards de dollars)

	2010	2014	2015	2018	2019
Monde	91	90,5	99	105	105
Afrique	29,2	28	28	30,4	30
Afrique subsaharienne	26,7	24,6	25	26,5	26
Afrique du nord	1,5	1,5	1,4	1,9	1,9

Sources : OCDE, 2021

La Chine ne communique pas ses chiffres d'APD à l'OCDE mais celle-ci procède à des évaluations. Les dernières en date donnent 4,8 milliards de dollars en 2017 et 4,4 milliards en 2018 dont 1,4 affectés aux institutions multilatérales. Ces chiffres sont à prendre avec précaution en raison de la multiplicité d'intervenants et de la nature ambiguë des concours financiers, commerciaux et d'assistance, les définitions ne sont pas les mêmes.

L'aide chinoise est répartie entre diverses identités aux responsabilités combinées : Agence pour la coopération internationale au développement (CIDCA) pour le pilotage, Ministère du

commerce pour l'aide bilatérale, Ministère des affaires étrangères pour les objectifs du développement durable et la coordination interministérielle, Ministère des finances pour les institutions multilatérales et régionales de développement.

Le gouvernement central accorde des prêts gouvernementaux sans intérêt. La Chine a recours à trois banques publiques : la China Eximbank (qui détient la majorité des créances), la China Development Bank et la China Agricultural Bank. Les banques commerciales accordent aussi des prêts commerciaux.

Enfin, les entreprises chinoises tels que China Merchants Ports, Huawei, Poly Technologies ou encore les grandes sociétés de construction et de BTP consentent des facilités de financement, à des taux plus élevés et avec des délais de remboursement plus courts. Tout ceci est classé « dette chinoise » dans les statistiques qui circulent. La question se pose de ce qui est dette publique, éligible au Club de Paris, dette bancaire privée (Club de Londres) et dette commerciale.

Avec l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (Belt and Road Initiative, BRI) lancé en 2013 par le Président XI Jinping, la Chine s'est engagée dans une nouvelle phase de financements massifs de projets à l'extérieur. L'Afrique entre dans le champ d'intervention de BRI. En 2018, le Président XI Jinping a promis de mobiliser 60 milliards de dollars aux États africains pour faire vivre sa stratégie d'ouverture internationale. Soutien financier, accords économiques et commerciaux signés avec plus de 30 pays, stimulation de l'innovation scientifique et technologique, approfondissement des échanges culturels, projets agricoles et agroalimentaires, aide alimentaire d'urgence en sont les manifestations visibles. Là aussi, dons, prêts concessionnels et prêts aux conditions de marché se mêlent.

Agrégés, les montants deviennent considérables et se retrouvent très largement dans la dette africaine à l'égard de la Chine. Cette assistance est acceptée par les dirigeants africains car elle complète des concours du CAD jugés insuffisants dans leur volume et le financement des infrastructures et du secteur productif.

2. les infrastructures, porte d'entrée de la Chine

Le secteur des infrastructures est considéré comme la clé du développement mais les besoins de financement de l'Afrique sont couverts à moitié et la réalisation des projets prend de plus en plus de temps, du fait, des contraintes qui s'accumulent. La Chine s'est engouffrée dans cette brèche en accordant des crédits importants aux infrastructures de transport et de communication.

Harry Gerard BROADMAN, Senior Economist à la Banque Mondiale, confirme que « si vous regardez les chiffres absolus des investissements chinois en Afrique c'est clairement le pétrole qui domine. Mais, si vous vous concentrez sur le pétrole, vous ratez l'essentiel de ce que les Chinois font en Afrique : ils ont investi dans les secteurs les plus fondamentaux : les infrastructures ».

La faiblesse des infrastructures est l'un des principaux freins au développement du continent. La Banque Africaine de Développement estime que pour rattraper son retard en infrastructures dans les secteurs clés de son développement, l'Afrique devrait investir entre 130 et 170 milliards de dollars par an. La faiblesse de la mobilisation des ressources fiscales domestiques rend indispensables les concours extérieurs. Cinquante pour cent des besoins en infrastructures ne

seraient pas aujourd'hui couverts. Les conséquences sont patentes pour le décollage de l'Afrique. À titre d'exemples, la densité du réseau routier y est la plus faible du monde (7 km/100km²) et le taux d'électrification de 31 % seulement en Afrique subsaharienne.

L'assistance des pays du CAD, de la Banque mondiale, des agences de l'ONU ne peut suffire à y remédier. Selon les statistiques de l'OCDE, l'aide qui va aux infrastructures économiques ne représente que 12 % du total de l'aide publique et celle au secteur productif 7,5 %, contre plus de 70 % pour l'aide sociale et humanitaire, bien sûr également nécessaire.

En se plaçant comme un partenaire de référence¹ sur les investissements et le secteur productif, la Chine contribue à diminuer les déficits d'investissement. Sur l'ensemble du continent, la Chine a pris part à la construction d'une vingtaine de ports, de 6000 km de voies ferrées (dont le chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba) et de plus de 80 % des infrastructures de télécom via les groupes Huawei et ZTE, en collaboration avec Orange. La Chine est présente au Sénégal où elle a financé à hauteur de 800 millions de dollars l'autoroute de Ila Touba (113km). Ce projet mis en place par la China Road and Bridge Corporation (CRBC), EXIM Bank et des sociétés sénégalaises du bâtiment.

La Chine a également participé au financement du Grand Théâtre National, du Grand Musée des Civilisations Noires etc. Elle finance aussi des structures éducatives.

Le rapport « Dance of the lions and dragons ; How are Africa and China engaging, and how will the partnership evolve ? » de l'institut McKinsey chiffre à près de 300 000 les emplois créés par les sociétés chinoises en Afrique par ces grands travaux.

3. La question de la dette chinoise

La question de l'endettement de l'Afrique à l'égard de la Chine est sur le devant de la scène depuis plusieurs années. C'est un des principaux griefs des pays occidentaux à l'encontre de la Chine. Celle-ci réendetterait des pays dont la dette bilatérale et multilatérale a été effacée au début du siècle, elle financerait des « éléphants blancs », récupérerait ports et mines, gagés par les emprunteurs, incapables de rembourser et accaparerait les maigres ressources des États africains. Pour étayer ces accusations, des chiffres différents mais toujours inquiétants circulent. Qu'en est-il ?

La crise économique déclenchée par la COVID-19 a accentué la pression sur les Chinois, notamment au sein du G20 qui, sous impulsion française, a discuté de moratoire et prescrit que les règles de traitement de la dette soient identiques pour tous les créanciers. Des avancées ont été obtenues sur ces points et l'attention se porte sur la Chine et la manière dont elle va se comporter sur cette question de la dette africaine.

Mais quel est le poids réel de la dette ? Quelle place occupe-t-elle dans l'endettement global de la Chine ? Obtenir les « bons chiffres » est un exercice de haute voltige mais il est possible de se faire une idée en croisant les sources d'informations.

¹ Voir annexe 1 - graphique « *Gross Annual Revenues of Chineses Companies' Construction Projects in Africa* » et annexe 2 - graphique « *Number of Chinese workers in Africa by end of year* »

Selon China-Africa Research Initiative (CARI) de l'Université Johns-Hopkins qui fait autorité, les prêts chinois consentis aux pays africains entre 2000 et 2019 s'élèvent à 148 milliards de dollars (dont 55 % à l'initiative de l'Eximbank, 25 % de la China Development Bank). Ces 148 milliards de dollars sont la somme des prêts accordés, mais certains ont déjà été remboursés, d'autres sont en cours de remboursement ou ont été annulés. Il est difficile d'avoir une photographie exacte de la dette africaine et les chiffres qui circulent assimilent engagements et décaissements, prêts et encours restants...

La Chine annule rarement ses créances en Afrique et quand elle le fait, ce sont pour des montants limités. Les annulations de dettes portent sur les prêts gouvernementaux sans intérêts qui, de 2000 à 2018, n'ont constitué que 5% des prêts. Les prêts concessionnels, les crédits préférentiels, ou les prêts commerciaux ne peuvent normalement être annulés. La forme la plus courante d'allègement de la dette chinoise est la restructuration, le rééchelonnement, selon des modalités adaptées au débiteur : prolongation du délai de grâce, réduction des taux d'intérêt, refinancement... Selon une étude du CARI, entre 2000 et 2019, la Chine aurait annulé 3,4 milliards de dollars et restructuré 15 milliards de dollars de dettes africaines. Sur l'année 2019, 233 millions de dollars de dettes auraient été effacés.

La dette chinoise est très inégalement répartie avec une forte concentration sur quelques pays, ce qui peut aboutir à leur surendettement. Les engagements chinois concernent 49 pays africains mais l'Angola à lui seul capte plus de 30 %, l'Éthiopie 10 %, le Kenya 6,4 % des prêts accordés depuis 2000.

Si l'on tient aux 148 milliards de dollars avancés par le centre spécialisé de l'Université américaine John Hopkins, la Chine pèserait en 2018 environ 30 % des créances extérieures à long terme sur l'Afrique. La dette africaine a presque triplé depuis 2008. Les prêteurs publics occidentaux ont pratiquement disparu (1 % des créances) et il ne reste guère que la France, le Japon et l'Allemagne comme prêteurs bilatéraux.

Les encours multilatéraux ont doublé (22 %) tandis que les prêts privés (garantis ou pas) ont vu leur part passer de 46 à 58 % du fait principalement de l'achat d'obligations publiques émises par les États africains. En 2018 elles représentaient 134 milliards de dollars contre 26 milliards de dollars dix ans plus tôt, la recherche de rentabilité conduit les investisseurs occidentaux à acheter ces obligations garanties par les États pour 88 % d'entre elles.

4 Des investissements directs en hausse, mais encore limités

C'est au cours de son « Voyage dans le sud » du printemps 1992 que DENG Xiaoping, Secrétaire du Parti Communiste Chinois, a cherché à rassurer les potentiels investisseurs chinois sur la volonté réelle des dirigeants à voir les entreprises s'implanter à l'étranger, ne plus s'en tenir aux seuls marchés domestiques et au commerce.

Auparavant, les procédures administratives d'investissement à l'étranger étaient extrêmement compliquées et décourageaient les entreprises (déjà très réticentes). Il fallait passer par les administrations de tutelle comme le Ministère Chinois du Commerce, le Bureau National des Devises ou encore la Commission Nationale au Développement et à la Réforme. Pékin a assoupli les procédures pour encourager les entreprises à capitaux privés et les banques à investir à l'étranger. Comme les autres sorties de capitaux de Chine, les investissements doivent s'inscrire

dans les stratégies gouvernementales chinoises.

Mesurer les flux réels d'IDE chinois à l'étranger, n'est pas plus aisé que pour les flux commerciaux ou de capitaux. La CNUCED donne des séries de statistiques d'IDE sur une longue durée mais l'on sait qu'à côté des investissements qui viennent de Chine continentale, d'autres transitent par Hong-Kong ou des centres financiers offshore. Les flux et stocks chinois sont donc minorés par rapport aux chiffres réels.

En termes de stocks d'IDE, la Chine avec un peu moins de 50 milliards de dollars, se situe aujourd'hui au cinquième rang mondial, devancée de peu par la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, et un peu plus par les Pays-Bas, forts investisseurs dans les hydrocarbures et concentrés sur 3 pays¹. Au cours des cinq dernières années, les investissements chinois en Afrique ont augmenté alors que ceux de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis baissaient². La Chine se hisse ainsi progressivement au premier rang des investisseurs en Afrique. Mais, l'Afrique demeure une destination mineure pour elle : moins de 2,2 % de ce qu'elle a investi à l'étranger. Il est vrai qu'avec des flux annuels d'IDE entrants n'excédant très rarement les 50 milliards USD par an et un stock d'IDE représentant 3,3 % du stock mondial, l'Afrique occupe encore une très faible place aux yeux des investisseurs.

5 Commerce : l'attrait chinois pour les matières premières

Depuis le début du siècle, le commerce sino-africain n'a cessé de croître, quadruplant entre 2005 et 2015 (de 50 à 200 milliards de dollars). Entre 2000 et 2019, les exportations chinoises ont été multipliées par 23 pour atteindre 113 milliards de dollars, faisant de la Chine le premier fournisseur de l'Afrique³. Les exportations africaines ont été multipliées par 16 (77 milliards de dollars en 2019), faisant de la Chine le premier client de l'Afrique. Ce commerce et son solde sont largement tributaires des matières premières que la Chine importe abondamment d'Afrique. En 2019, le déficit vis-à-vis de la Chine s'est établi à 56 milliards de dollars, soit 2 % du PIB du continent.

Par comparaison, le chiffre des échanges était de 63 Mds pour la France (30 pour les importations françaises et 33 pour les exportations), de 58,6 Mds pour les États-Unis (24 milliards d'importations des USA et 34,6 milliards d'exportations).

Les statistiques officielles chinoises ne fournissent plus une ventilation détaillée des catégories d'importations chinoises en provenance du continent, mais les données disponibles indiquent que les ressources naturelles représentent 80% des importations chinoises en provenance de l'Afrique, dont 65 % de pétrole. A titre d'exemple, en 2017, l'Angola fournissait 16 % des importations pétrolières de la Chine, autant que l'Arabie Saoudite. D'autres pays, comme le Nigeria, le Soudan et le Gabon entrent dans la politique de diversification des sources d'approvisionnements de la Chine en contribuant à réduire sa dépendance envers les producteurs du Moyen-Orient et en accédant à des minerais rares.

¹ Voir Annexe 4 – Graphique « *Chinese FDI vs. US FDI to Africa, Flow* »

² Voir Annexe 5 – Tableau « Stock d'IDE chinois en Afrique » et annexe 6 - Tableau « Stock comparés d'IDE chinois et européens en Afrique »

³ Voir Annexe 3 – Graphique « *China-Africa Trade* »

A côté des achats de brut, la Chine a mis en place un réseau de raffineries. Le groupe pétrolier SINOPEC (China Petroleum and Chemical Corp) s'est implanté en Angola dans le port de Lobito et exporte 200.000 barils/jour pour un montant de 8 milliards de dollars), au Cameroun, au Nigéria ou encore au Gabon. D'autres producteurs de pétrole marquent leurs empreintes sur le continent tel que la CNPC (China National Petroleum Corporation) au Soudan, ou encore la CNOOC (China National Offshore Oil Corporation) qui a pris ses marques en Ouganda, dans la zone du lac Albert.

En 2019, les exportations de minerais et métaux du continent à destination de la Chine étaient fournies par l'Angola à hauteur de 42 %, la République Démocratique du Congo de 17 %, la Zambie de 13 % et la Guinée de 10 %. En RDC, la Chine occupe une place clé pour certains métaux rares devenus indispensables pour certains usages, le cobalt compte pour 60,2 % des exportations de minerais, 15,9% d'alliage raffinés de cuivre.

Dans le même temps, la Chine a réussi à s'assurer en Afrique des débouchés pour ses produits manufacturés, les produits chinois sont bien adaptés aux marchés africains, par leurs caractéristiques et leur prix abordables. En 2017, l'exportation d'articles manufacturés chinois en Afrique subsaharienne représentait 27,8 milliards de dollars : produits électromécaniques (45 %), équipements de transports (31 %), produits textiles, pour l'essentiel.

La nature très stratégique des liens transparait très nettement dans la géographie des échanges commerciaux sino-africains. Comme pour la dette et les IDE, de fortes disparités structurelles existent entre régions et États. En 2019, sur les 54 États africains, douze d'entre eux ont une balance excédentaire avec la Chine : l'Angola avec un excédent de 21,5 milliards de dollars, l'Afrique du Sud avec 10,6 milliards de dollars et enfin la République Démocratique du Congo avec 5,6 milliards de dollars. L'Afrique australe et centrale enregistrent toutes deux des excédents réguliers, en fournissant le gros des exportations vers la Chine, tandis que l'Afrique de l'est et de l'ouest importent massivement et sont en déficit chronique.

6 Les achats chinois de matières premières, moteur de la croissance africaine

La vigueur du commerce des matières premières a incontestablement contribué à la croissance du continent de ces vingt dernières années. La croissance de la Chine joue un rôle majeur sur les prix des matières premières, tant elle est gourmande en intrants importés. La Banque Mondiale estime qu'un recul de la croissance chinoise de 1 % provoque « dans les deux ans une chute moyenne de 6 % des prix des matières premières ». Le « super-cycle des matières premières » des années 2000, avec les achats de la Chine en minerais, produits agricoles et énergétiques, en témoigne.

Même si l'Afrique trouve en elle-même de plus en plus des sources de croissance, celle-ci reste largement soutenue par les exportations des matières premières. La période de forte croissance des quinze premières années du siècle en a été largement tributaire. Amélioration de la balance des paiements, hausse du PIB, réduction de l'inflation et augmentation du revenu par habitant traduisent ce phénomène, avec un pic entre 2001 et 2011.

Cette sensibilité aux achats chinois est appelée à durer. Fin 2020, alors que la crise sanitaire frappait de plein fouet le monde, le redémarrage de l'économie chinoise (+6,5 % au quatrième trimestre de 2020) a provoqué une forte augmentation des prix des métaux : le prix de la tonne

de cuivre est passé de 4 000 à 8 000 dollars entre mai et décembre 2020, le brut a retrouvé les 60 dollars le baril.

L'importance de la Chine comme acheteur d'hydrocarbures n'est pas près de disparaître car même si les engagements de Paris sur le climat sont respectés, la Chine aura toujours besoin de pétrole à un moment où les pays occidentaux, européens en tête, auront réduit leur consommation.

II. Afrique – Chine – France/Europe : quelle coopération ?

1 Afrique – Chine - France/Europe, un triangle improbable ?

En quelques années, la Chine s'est imposée comme partenaire « indispensable » pour l'Afrique. Elle en est devenue le premier bailleur de fonds (hors banques et fonds de placement occidentaux), le premier partenaire commercial bientôt le premier pays investisseur, le second pour l'accueil d'étudiants africains. Une telle position dominante acquise en moins de dix ans ne manque pas d'inquiéter les partenaires traditionnels de l'Afrique qui se voient bousculés tandis que leur modèle est remis en cause. Les opinions sont volontiers alarmistes, alimentées en cela par le manque de transparence et des fautes de comportements du côté chinois.

Les entreprises et pouvoirs publics occidentaux adressent une série de reproches à la Chine quant à son comportement en Afrique :

- Financement de projets à la justification économique douteuse et qui appauvrissent les États plus qu'ils ne contribuent à leur développement ;
- Manque de transparence dans les concours financiers octroyés ;
- Recours à des pratiques condamnables et concurrence déloyale pour obtenir des marchés, des passe-droits ou écouler des produits et services ;
- Manque de connaissance du terrain qui aboutit à des erreurs et à des échecs dommageables au pays ;
- Surendettement des États alors même qu'ils ont fait l'objet d'un effacement de la dette au début du siècle ;
- Produits et standards proposés inadéquats.

A ces reproches, les officiels chinois font valoir les efforts financiers consentis à un moment où l'Afrique souffre de pénuries importantes, notamment dans le domaine des infrastructures. Le fait est que ses prestations et standards correspondent mieux à l'état d'avancement de l'Afrique que ceux proposés par des États certes avancés technologiquement mais aux capacités d'adaptation faible. La Chine est bien acceptée par l'Afrique avec qui elle ne partage pas de passé colonial.

Pour sa part, l'Afrique regarde la présence chinoise avec intérêt, même si des critiques se font jour.

Le récent sondage de l'Afrobarometer, cinq ans après le précédent, donne une photographie éclairante de l'opinion publique africaine et de son évolution. Elle a généralement un jugement positif sur la présence chinoise, comme sur les États-Unis qui gardent une bonne image et

devançant globalement la Chine, malgré les propos irrespectueux de Donald TRUMP.

Comme modèle de développement à suivre, les États-Unis restent en tête mais l'écart se réduit avec la Chine. L'influence exercée sur l'Afrique par la Chine est jugée (très légèrement) plus bénéfique que celle des États-Unis. La faiblesse de l'écart laisse penser que le choix entre les deux est récusé. L'Afrique adopte une attitude d'addition et non d'éviction à l'égard des grandes puissances, Chine et États-Unis également, l'Europe quoique à distance.

Un peu moins de 50 % des Africains ignore l'importance de l'aide de la Chine à l'Afrique, mais ceux qui la connaissent estiment majoritairement que cette aide est moins conditionnée que celle reçue d'ailleurs. Des craintes se font jour quant au risque de surendettement. Un pour cent seulement des personnes interrogées estiment que le chinois est utile à apprendre pour préparer l'avenir contre 71 % pour l'anglais, 14 % pour le français.

Finalement, une appréciation positive sur la Chine mais également sur les États-Unis et l'Europe qui restent encore des continents d'avenir pour les Africains.

2 Une collaboration nécessaire

Le sondage de l'Afrobarometer – et d'autres – montre que l'Afrique n'entend pas être prisonnière d'un choix entre la Chine, les États-Unis, l'Europe qui ne pourrait que porter préjudice à la mobilisation de tous les moyens nécessaires à son développement. Les efforts de tous sont requis car aucun n'est en mesure d'y répondre seul.

L'assistance sociale et humanitaire apportée principalement par les pays occidentaux et les organismes multilatéraux, est indispensable et elle doit être amplifiée face à la pauvreté qui s'aggrave avec les effets de la COVID-19 et des autres pandémies qui continuent à frapper l'Afrique.

L'assistance aux infrastructures de base et au secteur productif est tout aussi indispensable car le secteur privé n'est pas en mesure d'y faire face sans accompagnement financier et sans règles de conduite acceptées par tous. Les besoins à couvrir sont considérables et les apports occidentaux ne peuvent pas être à la hauteur.

La Chine n'abandonnera pas l'Afrique ni le reste du monde malgré le nouveau mot d'ordre « circulation duale » qui accorde la priorité au marché intérieur et au développement technologique endogène. Devenue une grande puissance aux intérêts multiples, la Chine continuera à être dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements en matières premières et pour écouler ses produits et services.

De même, le lien entre présence économique et influence politique reste tout aussi fort comme l'attestent la forte participation des dirigeants africains aux manifestations organisées par Pékin et les votes souvent convergents sur des sujets sensibles.

Cependant, certains signes laissent penser que l'effort financier chinois porté par l'Initiative des Routes de la Soie pourrait s'affaiblir tant par des considérations intérieures (une partie de l'opinion publique chinoise rappelle que la pauvreté est loin d'avoir disparue en Chine) que par les difficultés qui se font jour sur certains projets en Afrique. La question des remboursements

des dettes en fait partie. Un tassement des financements chinois au titre de la BRI est perceptible depuis 2 ou 3 ans.

Cela serait dommageable pour l'Afrique car elle a besoin de ces financements, dès lors que leur utilisation comble ses besoins, notamment en infrastructure.

Il est souhaitable que les différentes parties prenantes cherchent à se rassembler plutôt qu'à s'affronter ou s'ignorer, à amplifier leur soutien à l'Afrique plus qu'à le voir se réduire.

Les obstacles à un tel rassemblement sont redoutables, surtout en ces temps de tension, mais un effort partagé sur le développement de l'Afrique pourrait fournir un sujet de travail en commun, à l'instar de ce qui se fait – ou doit se faire – sur les changements climatiques ou les risques épidémiologiques.

3 Restructuration de la dette, une opportunité de collaboration

Grâce aux initiatives d'allègement de la Banque Mondiale et du FMI (avec le PPTE) la dette de l'Afrique a fortement baissé au tournant du siècle mais elle est repartie dès 2006 à la hausse, pour être multipliée par trois et approcher maintenant les 500 milliards de dollars.

Avec 145 milliards de dollars, les prêts chinois représentent 30 % de la dette globale africaine, des chiffres proches de ceux des obligations africaines détenues par des créanciers privés.

La Chine est, de loin, le premier créancier de l'Afrique et elle ne peut se désintéresser de ce qui se passe sur le front de la dette.

La crise de la COVID-19 et la sévérité de son impact économique sur l'Afrique a amené le G20 à prendre des mesures et à tâcher de convaincre la Chine de se ranger aux règles communes de traitement de la dette. La faiblesse des créances publiques européennes et américaines comparées aux chinoises complique l'alignement des intérêts, à côté naturellement du poids majoritaire pris par les crédits privés, plus lourds et à maturité plus courte, qu'il faut aborder également.

Mi-avril, les pays du G20 ont convenu d'un moratoire de la dette (Debt Service Suspension Initiative) jusqu'à la fin de l'année 2020, puis en juin 2021. A ce jour, 31 pays africains en ont bénéficié. Début novembre, le G20 est allé plus loin en acceptant d'étudier au cas par cas, des demandes de rééchelonnement, de réduction, voire d'annulation de dettes pour les pays les plus pauvres, dont 38 d'Afrique subsaharienne. Le cadre adopté par les ministres des Finances du G20 reprend celui qui fixe des principes communs selon la pratique du Club de Paris.

La Chine a finalement accepté de se plier à une discipline commune et d'abandonner sa manière habituelle de rééchelonner la dette, en bilatéral et en faisant du sur mesure. Il s'agit là d'un geste dicté par la nécessité des temps mais qui peut être annonciateur d'avancées en matière de collaboration, d'actions communes autour d'objectifs, de programmes et de règles.

Il reste à fixer les modalités concrètes des rééchelonnements et des annulations, avec le réemploi des fonds ainsi libérés. Un tel geste suppose en effet qu'un cadre global soit adopté si l'on veut qu'il s'inscrive dans une politique d'assistance au développement et pas de simple geste de

secours immédiat. Difficile probablement dans l'élaboration mais opportun pour approfondir un travail commun.

4 Travailler ensemble sur des projets

Les préventions sont grandes entre entreprises chinoises et françaises et, plus généralement européennes. La concurrence ne peut évidemment disparaître mais des améliorations sont à apporter quant aux principes qui doivent régir la concurrence et la recherche des synergies pour une optimisation des projets de développement. Il est de la responsabilité des États de veiller à ce que leurs entreprises respectent un certain nombre de préceptes.

La Chine ne faisant pas partie de l'OCDE, il est essentiel que les États s'alignent sur une attitude et une éthique commune, pour, s'accorder ultérieurement sur les règles du jeu via un corpus de règles et de normes. Des mesures coercitives en matière de gouvernance, de propriété, de corruption, de RSE... élaborées par les dits acteurs encadreraient la cohabitation des entreprises chinoises et françaises en Afrique avec des arbitrages en cas de différends.

De manière générale, il est important de créer une atmosphère plus positive, un fond de substrat humain plus ouvert au dialogue pour mieux se comprendre. L'aspiration commune doit être d'atténuer les défiances mutuelles et de renforcer un esprit de confiance, en vue d'exploiter les opportunités potentielles.

Cette ambition suscite nécessairement des prises d'initiatives. Lors de sa série de webinaire en 2020, la FPI a permis à des hautes personnalités d'exposer leurs points de vue et leurs expériences sur cette thématique complexe.

De ces échanges, il ressort que chacun ne fait pas confiance à l'autre. Les entreprises françaises craignent de faciliter la pénétration de leurs concurrents chinois en Afrique tandis que les chinoises voient peu d'avantages à œuvrer avec des entreprises françaises alors qu'elles détiennent les marchés, les financements, les savoir-faire qui s'améliorent au fil du temps. Entre entreprises françaises, européennes et sociétés chinoises, la méfiance voire l'hostilité domine. Ce n'est pas que des exemples de coopération en Afrique fassent défaut.

Des grands projets trilatéraux peuvent être cités comme le terminal Tincan du port de Lagos au Nigéria qui a fait l'objet d'un consortium entre le groupe Bolloré, des partenariats chinois (China Merchants Holding International (CMHI) et China Africa Development Fund (CADF). On ne compte plus le nombre de ports cogérés par CMA-CGM et la China Merchants Port. Il est également à mentionner les travaux de dépollution de la Baie de Hann, une initiative combinée de la ville de Dakar, des ambassades françaises et chinoises au Sénégal. Enfin, ZTE, Huawei et Orange coopèrent régulièrement en matière de télécommunications. De tels projets collaboratifs mélangent financements, expériences de terrain, savoir-faire chinois et français.

L'idée d'une plateforme entrepreneuriale, structure de concertation et de réflexions stratégiques a été avancée. Elle permettrait aux entreprises de décrire les relations, de partager leurs expériences ou encore de confronter leurs projets et de trouver des complémentarités. Cette plateforme suppose une autonomie d'action des entreprises sous l'égide des gouvernements africains, français et chinois.

Travailler ensemble est donc possible si l'on sait discuter et mettre à l'unisson les intérêts africains, chinois, français et européens.

Il faut provoquer cette collaboration.

Conclusion

Pour éviter la bureaucratisation, un équilibre est à trouver entre les parties prenantes. Les pouvoirs publics chinois et français qui veilleraient à l'adoption et au respect d'un corpus de règles et qui fourniraient l'impulsion politique et financière.

Les entreprises qui doivent trouver un mode de travail pragmatique, fondé sur des programmes et des projets qui correspondent à de vraies priorités voulues par les Africains et par lesquels les apports de chacun sont complémentaires.

Cette idée avait été lancée il y a 5 ans et fait même l'objet d'un mémorandum signé par les Premiers ministres français et chinois et est resté sans suite, tout comme les fonds franco-chinois qui n'a guère de substance. Les temps ont changé mais les besoins de l'Afrique sont plus que jamais pressants et l'on sait que l'efficacité de l'action commune passe par le pragmatisme et une volonté politique désireuse de faire bouger les lignes. Une nouvelle impulsion est à donner.

Annexes

Annexe 1 - Graphique « Gross Annual Revenues of Chinese Companies' Construction Projects in Africa »

Annexe 2 - Graphique « Number of Chinese workers in Africa by end of year »

Annexe 3 - Graphique « China-Africa Trade »

Annexe 4 - Graphique « Chinese FDI vs. US FDI to Africa, Flow »

Annexe 5 - Tableau « Stock d'IDE chinois en Afrique »

Annexe 6 - Tableau « Stocks comparés d'IDE chinois et européens en Afrique en 2018 »

Annexe 7 - Graphique « Chinese Debt Cancellations for Africa by year (in US dollars millions) »

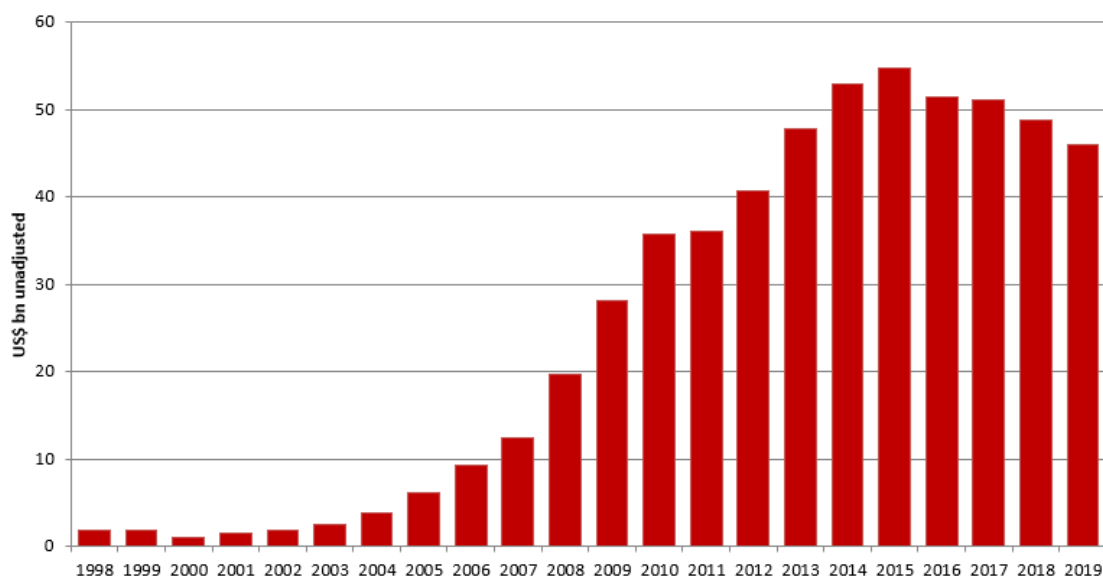
Annexe 8 - Graphique « Importance économique de l'Afrique pour la Chine en % du total chinois en 2019 »

Annexe 9 - Graphique « Importance économique de la Chine pour l'Afrique en % du total africain 2019 »

Bibliographie

- Gross Annual Revenues of Chinese Companies' Construction Projects in Africa
- « Number of Chinese workers in Africa by end of year », « China-Africa Trade »
- « Chinese FDI vs. US FDI to Africa, Flow »
- « Chinese Debt Cancellations for Africa by year (in US dollars millions) »
- « Stock d'IDE chinois en Afrique », sources : Thierry Pairault d'après les données du MOFCOM
- « Stocks comparés d'IDE chinois et européens en Afrique (2018) », sources : Thierry Pairault, MOFCOM, Eurostat
- Importance économique de l'Afrique pour la Chine en % du total chinois en 2019, source : Thierry Pairault
- Importance économique de la Chine pour l'Afrique en % du total africain 2019, source : Thierry Pairault

Annexe 1 - Graphique « Gross Annual Revenues of Chinese Companies' Construction Projects in Africa »



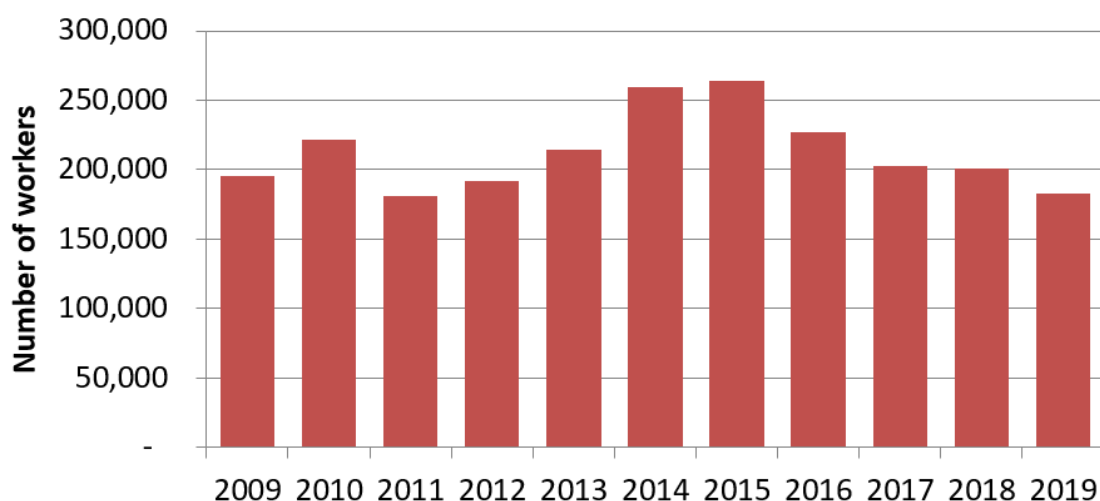
Jan 2021

Source: National Bureau of
Statistics of China

CHINA★AFRICA
RESEARCH INITIATIVE

JOHNS HOPKINS
SCHOOL of ADVANCED
INTERNATIONAL STUDIES

Annexe 2 - Graphique « Number of Chinese workers in Africa by end of year »



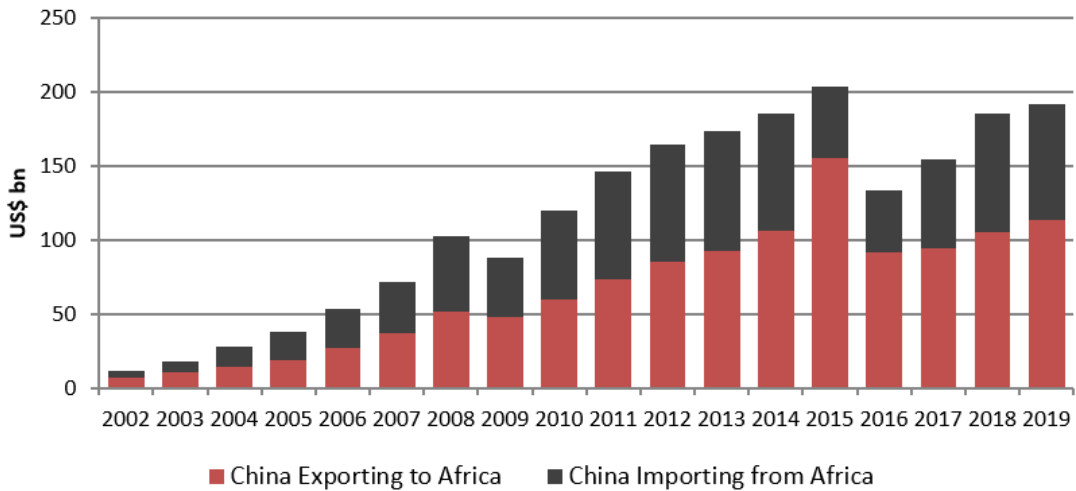
Jan 2021

Source: National Bureau of
Statistics of China

CHINA★AFRICA
RESEARCH INITIATIVE

JOHNS HOPKINS
SCHOOL of ADVANCED
INTERNATIONAL STUDIES

Annexe 3 - Graphique « China-Africa Trade »



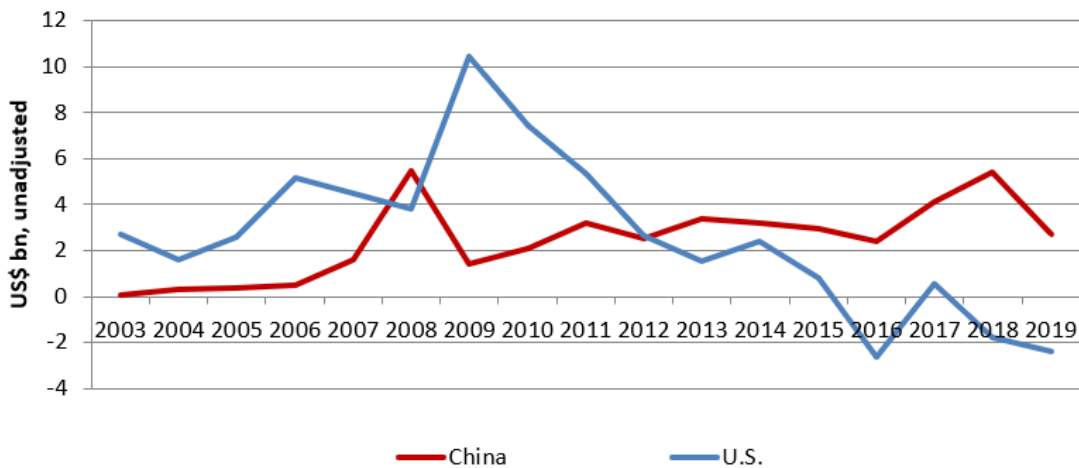
Jan 2021

Source: UN Comtrade

CHINA★AFRICA
RESEARCH INITIATIVE

JOHNS HOPKINS
SCHOOL of ADVANCED
INTERNATIONAL STUDIES

Annexe 4 - Graphique « Chinese FDI vs. US FDI to Africa, Flow »



Jan 2021

Source: The Statistical Bulletin of China's
Outward Foreign Direct Investment,
U.S. Bureau of Economic Analysis

CHINA★AFRICA
RESEARCH INITIATIVE

JOHNS HOPKINS
SCHOOL of ADVANCED
INTERNATIONAL STUDIES

Annexe 5 - Tableau « Stock d'IDE chinois en Afrique »

Pays	2018 montant en millions de dollars	2018 rang	2018 part en %	2019 montant en millions de dollars	2019 rang	2019 part en %	2019 parts en % cumulé
Total	1 982 266	—	—	2 198 881	—	—	—
Total Asie	1 276 134	—	—	1 460 222	—	—	—
Total Amérique du Sud	406 772	—	—	436 047	—	—	—
Total Europe	112 797	—	—	114 384	—	—	—
Total Amérique du Nord	96 348	—	—	100 226	—	—	—
Total Afrique	46 104	—	—	44 390	—	—	—
Total Océanie	44 111	—	—	43 613	—	—	—
Afrique							
Afrique du Sud	6 532	1	14,2%	6 147	1	13,8%	13,8%
Congo (RDC)	4 444	2	9,6%	5 597	2	12,6%	26,5%
Angola	2 299	6	5,0%	2 890	3	6,5%	33,0%
Zambie	3 523	3	7,6%	2 864	4	6,5%	39,4%
Éthiopie	2 568	4	5,6%	2 559	5	5,8%	45,2%
Nigéria	2 453	5	5,3%	2 194	6	4,9%	50,1%
Ghana	1 797	8	3,9%	1 831	7	4,1%	54,2%
Algérie	2 063	7	4,5%	1 775	8	4,0%	58,2%
Zimbabwe	1 766	9	3,8%	1 771	9	4,0%	62,2%
Kenya	1 756	10	3,8%	1 624	10	3,7%	65,9%
Tanzanie	1 303	13	2,8%	1 336	11	3,0%	68,9%
Maurice	998	15	2,2%	1 292	12	2,9%	71,8%
Soudan	1 325	12	2,9%	1 203	13	2,7%	74,5%
Mozambique	1 410	11	3,1%	1 147	14	2,6%	77,1%
Égypte	1 079	14	2,3%	1 086	15	2,4%	79,6%
Niger	758	19	1,6%	956	16	2,2%	81,7%
Guinée	742	20	1,6%	763	17	1,7%	83,4%
Ouganda	798	17	1,7%	670	18	1,5%	84,9%
Tchad	593	21	1,3%	649	19	1,5%	86,4%
Congo	795	18	1,7%	610	20	1,4%	87,8%
Côte d'Ivoire	442	25	1,0%	564	21	1,3%	89,0%
Seychelles	452	24	1,0%	414	22	0,9%	90,0%
Guinée équatoriale	553	22	1,2%	404	23	0,9%	90,9%
Namibie	426	26	0,9%	364	24	0,8%	91,7%
Mali	301	30	0,7%	305	25	0,7%	92,4%
Cameroun	499	23	1,1%	304	26	0,7%	93,1%
Maroc	382	28	0,8%	303	27	0,7%	93,8%
Libye	426	27	0,9%	299	28	0,7%	94,4%
Madagascar	803	16	1,7%	273	29	0,6%	95,1%
Gabon	259	33	0,6%	252	30	0,6%	95,6%
Sénégal	315	29	0,7%	234	31	0,5%	96,1%
Érythrée	224	36	0,5%	223	32	0,5%	96,7%
Botswana	258	34	0,6%	186	33	0,4%	97,1%
Mauritanie	233	35	0,5%	181	34	0,4%	97,5%
Libéria	260	32	0,6%	168	35	0,4%	97,9%
Rwanda	147	39	0,3%	168	36	0,4%	98,2%
Sierra Leone	168	38	0,4%	165	37	0,4%	98,6%
Malawi	292	31	0,6%	161	38	0,4%	99,0%
Djibouti	178	37	0,4%	125	39	0,3%	99,3%
Togo	102	41	0,2%	101	40	0,2%	99,5%
Bénin	104	40	0,2%	91	41	0,2%	99,7%
Tunisie	22	46	0,0%	37	42	0,1%	99,8%
Soudan du Sud	36	44	0,1%	27	43	0,1%	99,8%
Guinée-Bissau	65	43	0,1%	26	44	0,1%	99,9%
Centrafrique	88	42	0,2%	14	45	0,0%	99,9%
Gambie	25	45	0,1%	14	46	0,0%	100,0%
Burundi	13	48	0,0%	8	47	0,0%	100,0%
Lesotho	7	49	0,0%	6	48	0,0%	100,0%
Cap vert	15	47	0,0%	2	49	0,0%	100,0%
Comores	5	50	0,0%	2	50	0,0%	100,0%
Burkina Faso	0	52	0,0%	1	51	0,0%	100,0%
Sao Tomé-et-Principe	0	51	0,0%	0	52	0,0%	100,0%

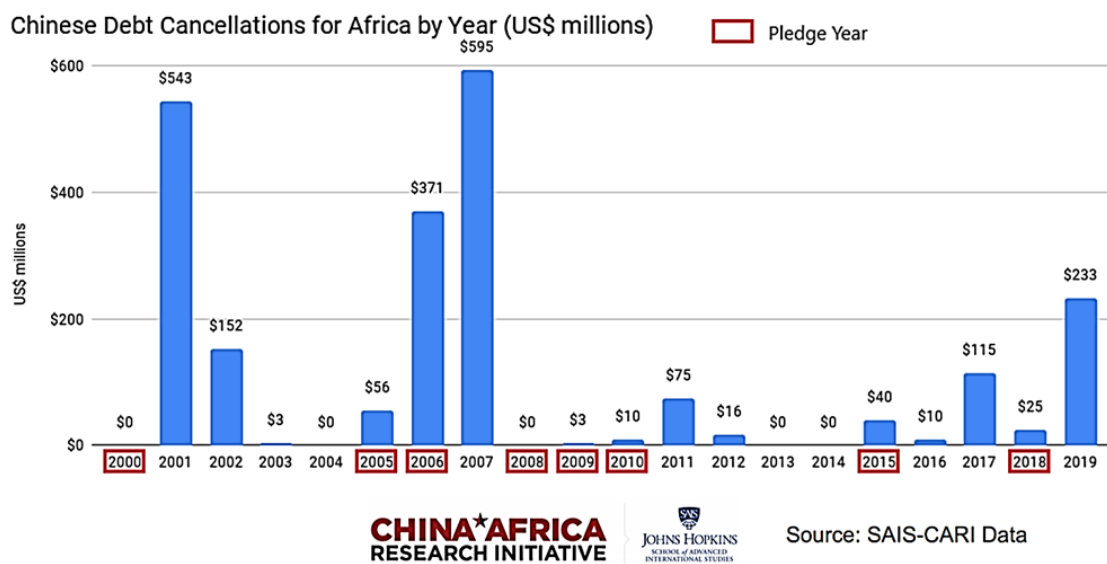
Sources : Thierry Pairault d'après les données du MOFCOM

Annexe 6 - Tableau « Stocks comparés d'IDE chinois et européens en Afrique en 2018 »

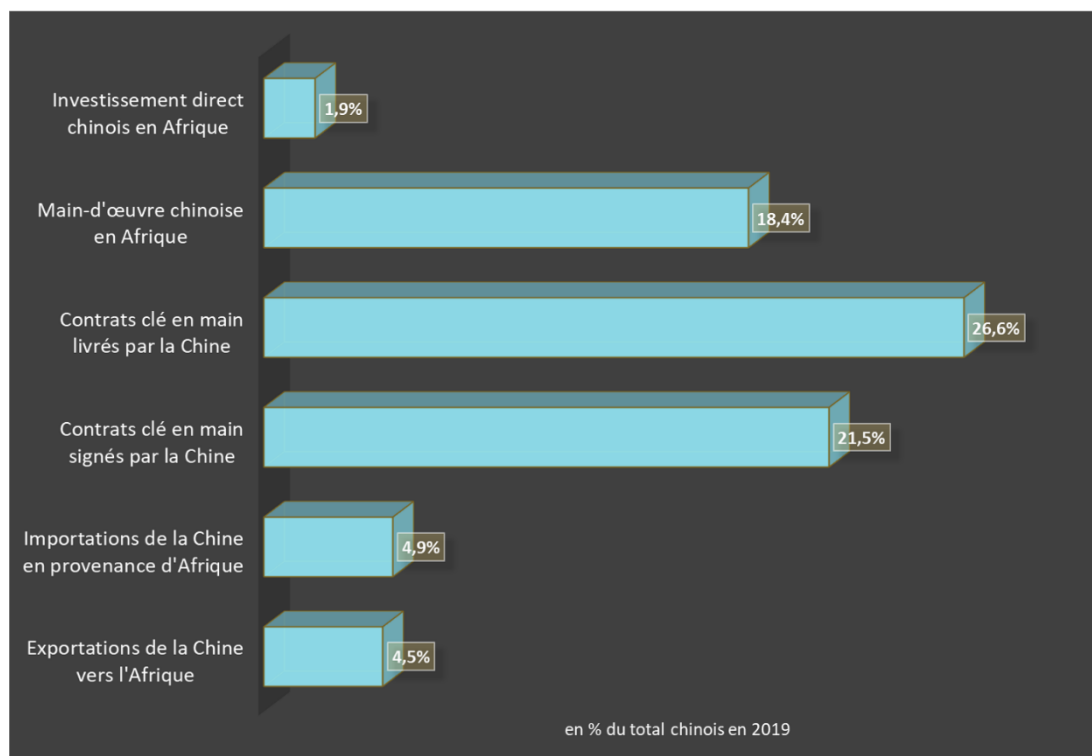
Pays en millions de dollars	Chine	Union européenne - 28 pays	France	Royaume- Uni	Italie	Allemagne	Portugal	Espagne	Suède	Danemark	Belgique
Total Afrique	46 104	319 481	53 174	44 517	29 516	14 459	8 272	6 100	4 550	2 208	1 842
Afrique du Sud	6 532	67 708	2 055	13 397	2 005	6 491	271	1 150	1 617	696	-51
Algérie	2 063	...	3 050	...	11 562	1 122	242	537	...	...	9
Angola	2 299	...	4 966	...	531	41	3 453	...	...	49	5
Bénin	104	262	231	0	3	...	0	...	...	3	3
Botswana	258	309	...	95	0	51	1	...	27	1	1
Burkina Faso	0	361	324	0	0	...	0	...	...	4	0
Burundi	13	155	...	0	0	0	0	...	0	0	2
Cameroun	499	...	1 263	...	110	...	...	...	...	33	101
Cap vert	15	515	...	0	40	30	380	...	0	0	0
Centrafrique	88	219	218	0	0	0	0	...	0	0	0
Comores	5	5	...	0	0	0	0	...	0	0	0
Congo	795	3 291	3 572	5	87	...	...	...	...	14	0
Congo (RDC)	4 444	...	460	...	45	...	0	...	...	2	-103
Côte d'Ivoire	442	2 960	1 877	-7	15	5	...	...	...	3	148
Djibouti	178	...	...	...	0	8	0	...	0	0	2
Égypte	1 079	...	893	...	8 997	2 136	...	953	93	186	...
Érythrée	224	30	...	0	13	...	0	...	0	0	0
Eswatini	0	555	...	4	2	...	...	...	0	3	0
Éthiopie	2 568	...	...	...	82	...	0	...	...	0	16
Gabon	259	1 013	853	4	145	...	...	...	...	0	...
Gambie	25	69	...	3	0	3	0	...	0	0	0
Ghana	1 797	2 663	1 509	405	30	62	44	126	99	29	...
Guinée	742	...	135	...	52	5	...	...	0	0	237
Guinée équatoriale	553	237	139	0	19	...	62	...	0	11	9
Guinée-Bissau	65	22	...	0	0	0	21	...	0	...	0
Kenya	1 756	3 018	761	963	50	318	...	...	87	48	...
Lesotho	7	...	...	...	0	0	0	...	0	0	0
Libéria	260	7 527	119	11	1	3	0	202	0	51	9
Libye	426	...	-310	...	333	419	...	...	-49	0	3
Madagascar	803	...	265	...	13	0	0	...	0	0	-1
Malawi	292	186	...	45	0	...	...	...	0	1	...
Mali	301	260	158	0	1	20	1	...	...	0	0
Maroc	382	...	12 796	...	968	1 921	194	2 432	360	...	212
Maurice	998	27 280	1 419	9 251	27	501	...	...	1 409	79	40
Mauritanie	233	...	...	...	0	...	...	...	0	...	...
Mozambique	1 410	2 737	...	160	48	24	1 520	...	...	7	-5
Namibie	426	...	...	...	27	144	...	...	24	1	0
Niger	758	1 039	994	1	4	1	0	...	0	1	0
Nigéria	2 453	43 929	10 775	6 249	1 829	299	28	...	-5	20	65
Ouganda	798	2 201	...	270	4	...	...	...	0	14	...
Rwanda	147	...	...	...	0	...	...	...	0	-1	5
Sainte-Hélène	0	0	...	0	0	0	0	...	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	0	...	...	...	0	60	24	...	0	0	0
Sénégal	315	...	2 302	...	5	11	78	...	...	0	...
Seychelles	452	...	211	...	6	8	0	...	0	2	0
Sierra Leone	168	382	121	-1	9	6	0	...	...	1	25
Somalie	0	4	...	0	0	0	0	...	0	2	0
Soudan	1 325	560	...	0	50	-1	0	...	0	0	1
Soudan du Sud	36	8	...	0	1	0	0	...	...	0	0
Tanzanie	1 303	1 196	...	170	44	63	...	...	191	4	...
Tchad	593	179	...	1	0	1	0	...	0	0	...
Togo	102	366	...	1	4	...	...	...	...	1	0
Tunisie	22	4 646	892	2	2 376	245	67	...	...	7	...
Zambie	3 523	...	134	...	1	11	...	...	33	8	...
Zimbabwe	1 766	539	211	118	-25	-17	...	...	65	0	0

Sources : Thierry Pairault, MOFCOM, Eurostat

Annexe 7 - Graphique « Chinese Debt Cancellations for Africa by year (in US dollars millions) »

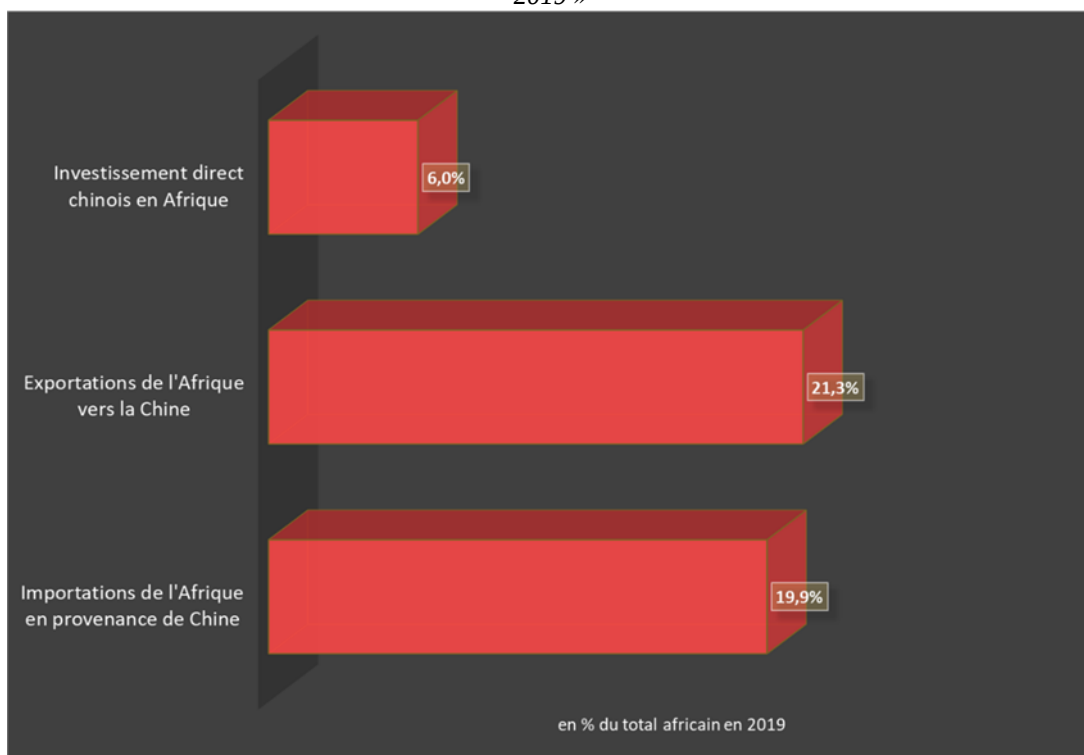


Annexe 8 - Graphique « Importance économique de l'Afrique pour la Chine en % du total chinois en 2019 »



Source : Thierry Pairault

Annexe 9 - Graphique « Importance économique de la Chine pour l'Afrique en % du total africain 2019 »



Sources : Thierry Pairault